

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Communique-de-La-Coordination-Populaire-Colombienne-de-Paris-a-l-approche-des-elections-du-28-mai-2006>

# **Communiqué de La Coordination Populaire Colombienne de Paris à l'approche des élections du 28 mai 2006.**

Date de mise en ligne : jeudi 25 mai 2006

- Les Cousins - Colombie -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Le 28 mai prochain, la Colombie est appelée à élire son Président pour la période 2006-2010. La campagne électorale aura été à l'image des 4 ans de gouvernement du président Alvaro URIBE VELEZ : Campagne caractérisée par l'assassinat et la disparition de leaders politiques et syndicaux, le manque de garanties pour les candidats de l'opposition, les scandales liés aux agissements du DAS [1], la criminalisation des mouvements sociaux.

La **COORDINATION POPULAIRE COLOMBIENNE DE PARIS** en appelle à l'opinion publique française en dénonçant le gouvernement du président/candidat Alvaro URIBE VELEZ qui, au travers de la politique dite de « sécurité démocratique », est parvenu à solidifier son régime autoritaire et corrompu en Colombie. En révisant la Constitution pour se faire réélire, il prétend continuer sa politique dans un second mandat.

## Une campagne électorale anti-démocratique

On entend dire que la Colombie est la plus vieille démocratie d'Amérique Latine alors que, derrière cette façade de démocratie, se cache un régime qui continue à violemment bafouer au quotidien les Droits de l'Homme et à criminaliser le mouvement social, sans hésiter à éliminer physiquement ses opposants.

Face aux imposants mouvements des communautés indigènes et paysannes contre le TLC (Traité de Libre Commerce signé par les gouvernements colombiens et nord-américains), l'unique réponse du Président a été de les qualifier de « terroristes » et de leur opposer violemment la force publique : Depuis le 15 mai dernier, dans le cadre des mobilisations paysannes et autochtones, la police et l'armée ont sauvagement réprimé les mobilisations dans les départements du Cauca, de Nariño, du Meta et du Valle. La violence étatique a fait plus de 100 blessé(e)s, 30 détenu(e)s et disparu(e)s. Pedro COSCUE, membre de la garde indigène de la réserve de Corinto, a été assassiné par balles. Les forces militaires cherchent à briser les mobilisations en lançant des gaz lacrymogènes par hélicoptères et en terrorisant la population civile qui se mobilise. Les autorités civiles du sud du pays ont justifié cet usage démesuré de la force par une supposée infiltration des guérillas.

Dans sa paranoïa, le président et ses hauts fonctionnaires ont stigmatisé dangereusement le mouvement social et la saine critique qui doit exister dans toute démocratie. Il est inquiétant par exemple que les récentes disparitions et menaces contre les enseignants et étudiants aient été précédées par des déclarations qui signalaient la présence de foyers de guérilla dans les Universités.

Dans n'importe quelle démocratie du monde, le fait que l'assesseur personnel de l'une des principales figures de l'opposition (Piedad CORDOBA) ait été assassiné en pleine campagne électorale, aurait déclenché un véritable séisme politique. Pas en Colombie : Jaime GOMEZ, professeur associé de l'Université Nationale, a disparu en plein centre de Bogotá le 21 mars 2006. Sa mort a été maquillée comme un accident alors qu'il s'agit à l'évidence d'un assassinat politique.

Pendant la période de la campagne électorale, on a vu se multiplier les « affaires » [2] mettant en cause le Président ou ses ministres, exposant au grand jour la corruption de l'appareil d'Etat.

En février, Enilce LOPEZ, dite « La gata », propriétaire d'une société de jeux de hasard a été inculpée et emprisonnée pour des pratiques de blanchiment d'argent. L'enquête judiciaire a révélé, selon un constat des registres du Fonds national de financement des partis et des campagnes électorales, qu'elle a été un des principaux financeurs de la première campagne présidentielle de URIBE. Le président a reconnu avoir reçu une somme de la part de cette femme pendant sa campagne de 2002.

Le mois dernier, un vent de tempête a soufflé dans la presse colombienne. Les accusations d'un ancien dirigeant des services secrets ont été rendues publiques : Rafael GARCIA, ex-directeur informatique du DAS aujourd'hui en prison, a accusé Jorge NOGUERA, son directeur général, d'entretenir des liens étroits avec Jorge CUARENTA, un narco-paramilitaire notoire susceptible d'extradition. Selon GARCIA, Jorge NOGUERA aurait livré à CUARENTA des « renseignements sensibles » et remis une liste de militants syndicaux et défenseurs des Droits de l'Homme dans le but de les faire assassiner. Les personnes dont les noms figuraient sur la liste sont aujourd'hui mortes ou exilées. GARCIA raconte également comment les services secrets du DAS ont couvert des fraudes électorales massives lors du scrutin présidentiel de 2002 : 300 000 voix auraient été détournées en faveur d'URIBE. Des plans de déstabilisation du gouvernement bolivarien du Venezuela et des projets d'assassinat du président Hugo CHAVEZ ont également été dévoilés, mettant en cause des ministres du gouvernement URIBE. L'assassinat en 2004 du juge vénézuélien Danilo ANDERSON y serait lié.

### **Amplification du Conflit et Echec du Plan Colombie**

Au terme de 4 ans de mandat, le président colombien Alvaro URIBE VELEZ n'a pas atteint la victoire tant annoncée sur le « terrorisme », ni donné aux colombiens la paix tant attendue. L'arrivée au pouvoir d'URIBE, principal allié des Etats-Unis en Amérique Latine, a signifié l'aggravation d'une politique de guerre qui a amplifié l'intervention nord américaine dans le conflit armé colombien et qui, aujourd'hui, déborde ses frontières avec les violations répétées de la souveraineté de l'Equateur et du Venezuela.

Entre 2000 et 2005, les Etats-Unis ont donné à la Colombie près de 4 milliards de dollars (1.82 million par jour). Sur ces 4 milliards, 80% sont allés à l'armée ou à la police. L'Union Européenne adopte une position plus ambiguë : Elle n'a pas appuyé le Plan Colombie dans sa composante militaire et a déclaré qu'elle effectuerait des investissements sociaux pour renforcer la société civile. Mais les projets de coopération européens se différencient bien peu du volet socio-économique du Plan Colombie. En intervenant dans le conflit social et politique interne, l'une et l'autre puissance se disputent le territoire et visent à imposer et favoriser les multinationales du pétrole et du charbon, faciliter la privatisation des principales entreprises d'Etat dans les secteurs de la Santé, de l'Education et de la Communication, protéger les propriétaires terriens engagés dans le développement agro-industriel, et s'emparer sans aucun obstacle des richesses de l'Amazonie.

Le "Plan COLOMBIA" et sa prolongation "Plan PATRIOTA", élaborés par l'administration américaine au nom de la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic, n'ont fait qu'empirer la situation de la population.

Dans l'ensemble du pays, toutes les parties au conflit armé interne qui déchire la Colombie depuis de longues années ont continué à se livrer à de graves violations du Droit International Humanitaire. La guerre s'est aggravée dans de vastes régions de conflit : Dans l'Arauca, le Putumayo, le Caqueta, le Choco, le Nariño, le Cauca et l'Uraba. Dans ces régions, soldats et policiers meurent quotidiennement suite aux frappes de la guérilla qui maintient intacte ses structures et ses moyens de mobilisation armée. Au milieu du conflit, la population civile est victime de massacres et de violences en étant accusée de complicité avec la guérilla. Résultat : La Colombie est aujourd'hui un des pays avec le plus haut taux de déplacements forcés (près de 3 millions de colombiens se sont vus contraints à l'exode).

On dit au Monde que la lutte de cette administration contre le narcotrafic est un succès. Qu'elle va bientôt en finir avec la peste de la drogue, grâce aux politiques efficaces en matière d'éradication des plants de coca, de prise de chargements, de confiscations de biens, de captures de narcotrafiquants et d'extraditions vers les Etats-Unis. Mais la réalité est toute autre. Le narcotrafic vit son âge d'or sous le gouvernement de URIBE VELEZ. Les paramilitaires et autres trafiquants de cocaïne continuent à exporter des centaines de chargements vers les Etats-Unis et l'Europe. Chaque année, près de 400 tonnes de chlorhydrate de cocaïne continuent à sortir de Colombie vers les centres consommateurs des pays développés.

La loi « JUSTICE ET PAIX », une loi qui institutionnalise l'impunité et cautionne la para militarisation de l'Etat

Violemment critiquée, y compris par les Nations Unies [3], la loi 975 du 25 juillet 2005 nommée « Justice et Paix » par le gouvernement, dans le cadre de la « démobilisation » des paramilitaires, offre à ceux-ci une quasi-impunité et permet à leurs chefs de conserver les biens accumulés par le pillage et le narcotrafic. Cette loi affranchit le gouvernement de l'obligation d'enquêter, juger et sanctionner les auteurs de crimes et de graves violations des Droits de l'Homme. Elle prévoit, entre autres, que les paramilitaires purgeront des peines réduites, de 5 à 8 ans, sans être obligatoirement incarcérés, pour des crimes extrêmement graves comme l'enlèvement, le meurtre, la torture et la disparition. Le sort des personnes disparues (plus de 7000) et des personnes enlevées (500) n'a pas été éclairci et la loi ne prévoit pas d'y remédier, la restitution des terres aux populations déplacées n'est pas garantie. Le droit des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation n'est pas respecté

Alors qu'en 2005, on estimait que les paramilitaires étaient approximativement 15.000, les chiffres les plus récents fournis par Luis Carlos RESTREPO, le « Commissaire de paix », annoncent que 30150 paramilitaires ont rendu les armes et se sont « réinsérés » dans la vie civile. Selon ces mêmes chiffres, 17000 armes ont été remises... Doit-on en déduire que 49 % des paramilitaires « démobilisés » n'étaient pas armés ? RESTREPO explique également que, sur les 30.150 démobilisés, 604 membres des AUC (Auto Défenses Unies de Colombie) ont été présentés au Tribunal de Justice et de Paix. Alors que ce tribunal a considéré que le processus de démobilisation des AUC était maintenant terminé, faut-il considérer que les 29 546 paramilitaires démobilisés qui n'ont pas comparu en justice sont innocents ? De fait, les attaques contre la population civile, les enlèvements et les disparitions continuent. Le « désarmement » des combattants et leur arrivée dans les zones urbaines ne sont pas synonymes de paix mais de violence. Poursuivant son habitude de double langage, la Commission Européenne a déjà débloqué une première enveloppe de 1,5 million d'euros "en faveur de la paix et de la réconciliation en Colombie" à la suite de la loi « Justice et Paix ».

Les médias officiels colombiens, au service d'Uribe et de sa politique, cherchent à masquer la réalité mais les faits résistent.

Les sondages d'opinion manipulés ne cessent de vanter la popularité du président et d'annoncer son écrasante victoire au prochain scrutin.

Pourtant le bilan de son mandat ne paraît pas justifier un tel appui.

La **COORDINATION POPULAIRE COLOMBIENNE DE PARIS** affirme qu'une solution politique négociée est la seule issue au conflit armé qui ravage la Colombie. Avec la réélection d'URIBE, la Colombie serait davantage livrée aux mains des chefs maffieux du para militarisme et du narcotrafic. Une victoire de la gauche colombienne est plus que jamais nécessaire pour donner d'autres perspectives au peuple colombien : Une gauche radicalement anti-libérale, décidée à négocier avec les guérillas pour construire la paix et la justice sociale.

---

[1] DAS : Département Administratif de Sécurité (Services secrets colombiens)

[2] Voir hebdomadaires « CAMBIO » et « SEMANA » de février à avril 2006

[3] Voir le site du Haut Commissariat des Nations Unies au Droits de l'Homme : <http://www.ohchr.org>